

Formation de cariste et ordonnance sur la protection des jeunes travailleurs

Depuis le 1^{er} janvier 2008, l'âge de protection pour les jeunes travailleurs a été globalement abaissé à 18 ans. Au même moment est entrée en vigueur l'Ordonnance sur la protection des jeunes travailleurs (OLT 5). Celle-ci vise la protection de la santé et de la sécurité des jeunes jusqu'à l'âge de 18 ans révolus.

L'organisation du travail des jeunes doit prendre en compte leur âge et leur inexpérience. L'employeur a donc envers les jeunes des devoirs particuliers d'information et de diligence. Il doit notamment veiller à ce que les jeunes soient suffisamment et convenablement informés par une personne adulte compétente en matière de sécurité et de protection de la santé sur le lieu de travail. Des prescriptions et recommandations adéquates doivent être fournies et expliquées aux jeunes. Les travaux dangereux sont formellement interdits aux jeunes. Il s'agit de travaux qui, de par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou au développement personnel des jeunes.

Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche a déterminé dans une ordonnance les travaux qui doivent être qualifiés de dangereux. La liste correspondante est régulièrement contrôlée et mise à jour. Conformément à l'article 1 g de cette ordonnance, le travail avec des machines impliquant des risques d'accidents que les jeunes ne peuvent pas ou insuffisamment identifier ni prévenir en fait partie. Parmi ces machines, il faut bien évidemment inclure le chariot élévateur. Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) peut néanmoins avec l'accord du SECO prévoir l'emploi des jeunes à partir de 16 ans pour des travaux dangereux, à condition que ces derniers soient effectués dans le cadre



Berufsbezeichnung Profession	vor 1.1.2008 avant le 1.1.2008	seit 1.1.2008 depuis le 1.1.2008	mit Bewilligung vom SECO avec autorisation du SECO
Landmaschinenmechaniker/in EFZ Mécanicien/ne en machines agricoles CFC	4-jährige abgeschlossene Lehre Apprentissage terminé en 4 ans	18 Jahre 18 ans	16 Jahre 16 ans
Baumaschinenmechaniker/in EFZ Mécanicien/ne en machines de chantier CFC	4-jährige abgeschlossene Lehre Apprentissage terminé en 4 ans	18 Jahre 18 ans	16 Jahre 16 ans
Motorgerätemechaniker/in EFZ Mécanicien d'appareils à moteur CFC	4-jährige abgeschlossene Lehre Apprentissage terminé en 4 ans	18 Jahre 18 ans	nicht vorgesehen pas prévue
Hufschmied/in EFZ Maréchal-ferrant CFC	4-jährige abgeschlossene Lehre Apprentissage terminé en 4 ans	18 Jahre 18 ans	nicht vorgesehen pas prévue
Metallbauer/in EFZ Constructeur métallique CFC	4-jährige abgeschlossene Lehre Apprentissage terminé en 4 ans	18 Jahre 18 ans	nicht vorgesehen pas prévue
Metallbaukonstrukteur/in EFZ Dessinateur-constructeur sur métal CFC	4-jährige abgeschlossene Lehre Apprentissage terminé en 4 ans	18 Jahre 18 ans	nicht vorgesehen pas prévue
Metallbaupraktiker/in EBA Aide-constructeur métallique AFP	2-jährige abgeschlossene Lehre Apprentissage terminé en 2 ans	18 Jahre 18 ans	nicht vorgesehen pas prévue

■ 4-tägige Ausbildung / Formation de 4 jours

■ 2-tägige Ausbildung / Formation de 2 jours



Der Teleskopstapler fällt unter die Jugendschutzverordnung.

Le chariot élévateur télescopique est soumis à l'ordonnance sur la protection des jeunes travailleurs.

Staplerfahrerausbildung und Jugendschutzverordnung

Seit dem 1. Januar 2008 ist das Jugendschutzalter generell auf 18 Jahre herabgesetzt. Auf den gleichen Zeitpunkt wurde die Jugendschutzverordnung (ArGV 5) in Kraft gesetzt. Diese bezweckt den Schutz der Gesundheit und die Sicherheit von Jugendlichen bis zum vollendeten 18. Altersjahr.

Die Gestaltung der Arbeit von Jugendlichen muss ihr Alter und die Unerfahrenheit berücksichtigen. Der Arbeitgeber hat daher gegenüber Jugendlichen besondere Informations- und Fürsorgepflichten. Insbesondere hat er dafür zu sorgen, dass Jugendliche in Bezug auf Sicherheit und Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz von einer befähigten erwachsenen Person ausreichend und angemessen informiert und angeleitet werden. Entsprechende Vorschriften und Empfehlungen sind den Jugendlichen abzugeben und zu erklären. Für Jugendliche sind gefährliche Arbeiten grundsätzlich verboten. Es

handelt sich hierbei um Arbeiten, die ihrer Natur nach und aufgrund der Umstände, unter denen sie verrichtet werden, die Gesundheit, die Sicherheit und die persönliche Entwicklung der Jugendlichen beeinträchtigen können.

Welche Arbeiten als gefährlich eingestuft werden, hat das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement in einer Verordnung festgelegt. Das entsprechende Verzeichnis wird regelmässig überprüft und überarbeitet. Gemäss Artikel 1g dieser Verordnung gehört dazu das Arbeiten mit Maschinen, die mit Unfallgefahren verbunden sind, die Jugendliche un-

genügend oder nicht erkennen und abwenden können. Unter solchen Maschinen ist sicher auch der Stapler zu subsumieren.

Das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) kann allerdings mit Zustimmung des SECO die Beschäftigung Jugendlicher ab 16 Jahren für gefährliche Arbeiten vorsehen. Voraussetzung ist, dass die Ausübung dieser gefährlichen Arbeiten im Rahmen einer anerkannten Berufsbildung ausgeführt wird und für das Erlernen eines Berufes unentbehrlich ist.

Welche gefährlichen Tätigkeiten dies sind, wird in den einzelnen Bil-

d'une formation reconnue et soient indispensables à l'apprentissage d'un métier.

La liste de ces travaux dangereux sera fixée dans les différentes ordonnances sur la formation. L'Union Suisse du Métal (USM) a élaboré les plans de formation en conséquence. Ainsi, l'Ordonnance sur la formation professionnelle initiale mécanicien d'appareils à moteur fait référence dans le préambule à l'art. 4, al. 4 de l'Ordonnance sur la protection des jeunes travailleurs et l'art. 7, al. 3 de l'Ordonnance sur la formation précise :

En dérogation à l'article 4, alinéa 1 de l'OLT 5, il est permis d'occuper les apprentis, en fonction de leur niveau de formation, aux travaux listés ci-après :

- a. les travaux qui s'effectuent avec des machines, des équipements et des outils présentant des risques d'accidents dont on peut supposer que les jeunes, du fait de leur conscience insuffisante des risques ou de leur manque d'expérience ou de formation, ne peuvent ni les identifier ni les prévenir.

Il convient donc de retenir que les apprentis de toutes les professions de l'USM ont le droit à partir de l'âge de 18 ans de suivre une formation de cariste de 4 jours reconnue par la SUVA. De plus, il est établi que les apprentis des trois professions de mécanicien (mécanicien en machines agricoles, mécanicien en machines de chantier et mécanicien d'appareils à moteur) sont autorisés à suivre une formation raccourcie (2 jours). Il en est ainsi parce que les apprentis apprennent de manière plus approfondie le maniement des machines et des outils pendant les deux premières années d'apprentissage.

Etant donné que le chariot élévateur à fourche est spécifié dans le plan de formation, les apprentis mécaniciens en machines de chantier seront même autorisés à suivre une formation de cariste de 4 jours reconnue par la SUVA à partir de 16 ans, mais seulement sur autorisation du SECO. Jusqu'à présent toutes les demandes ont été accordées. Pour les apprentis mécaniciens en machines agri-



Der Gesetzgeber ist in der Frage des Staplerfahrens deshalb so streng, weil Unfälle relativ häufig und gravierend – wenn nicht sogar tödlich – enden.

Le législateur est si sévère en matière de conduite de chariots élévateurs parce que les accidents sont fréquents, souvent graves et parfois même mortels.

coles, des demandes d'autorisation peuvent également être formulées. Cependant, le SECO ne donne son feu vert que si cela est « indispensable pour l'apprentissage du métier », ce qui implique par exemple que l'entreprise formatrice commercialise des chariots à fourche et propose leur réparation, leur entretien et leur maintenance. La même réglementation s'applique aux chariots élévateur télescopiques. La règle générale est la suivante : la formation de cariste ne fait pas partie du plan de formation, ce qui impliquerait un CI obligatoire

« formation de cariste ». Elle est au contraire facultative.

Aucune autorisation exceptionnelle n'est prévue pour les apprentis mécaniciens d'appareils à moteur. ■

Christoph Andenmatten

Leistungsverordnungen geregelt. Die Schweizerische Metall-Union (SMU) hat die Bildungspläne entsprechend ausgearbeitet. So ist beispielsweise in der Verordnung über die berufliche Grundbildung Motorgerätemechaniker im Ingress auf Art 4 Abs 4 der Jugendschutzverordnung verwiesen und unter Art. 7 Abs 3 der Bildungsverordnung ist festgehalten:

In Abweichung von Artikel 4 Absatz 1 ArGV 5 können die Lernenden entsprechend ihrem Ausbildungsstand für die nachfolgend aufgeführten Arbeiten herangezogen werden:

- a. Arbeiten mit Maschinen, Ausrüstungen oder Werkzeugen, die mit Unfallgefahren verbunden sind und von denen anzunehmen ist, dass Jugendliche sie wegen mangelnden Sicherheitsbewusstseins oder wegen mangelnder Erfahrung oder Ausbildung nicht erkennen oder nicht abwenden können;

Somit gilt festzuhalten, dass die Lernenden aller SMU-Berufe ab dem 18. Altersjahr berechtigt sind, eine 4-tägige SUVA-anerkannte Stapleraus- bildung zu absolvieren. Weiter gilt, dass die Lernenden der drei Mechaniker – Berufe (Landmaschinenmechaniker, Baumaschinenmechaniker und Motorgerätemechaniker) zur verkürzten Ausbildung (2 Tage) zugelassen sind. Dies, weil die Lernenden

in den ersten zwei Ausbildungsjahren vermehrt den Umgang mit Maschinen und Geräten erlernen.

Die Lernenden des Berufes Baumaschinenmechaniker werden infolge der Auflistung des Gabelstaplers im Bildungsplan sogar für eine 4-tägige SUVA anerkannte Stapleraus- bildung ab dem 16. Lebensjahr zugelassen, dies aber nur, wenn eine Bewilligung vom SECO vorliegt. Bis heute wurden alle diese Gesuche bewilligt. Bei den Lernenden des Berufes Landmaschinenmechaniker können solche Bewilligungen auch beantragt werden. Grünes Licht erteilt das SECO hingegen nur, wenn es «für das Erlernen des Berufes unentbehrlich ist», was bedeutet, dass der Lehrbetrieb zum Beispiel Gabelstapler vertreibt und deren Reparatur, Wartung und Unterhalt anbietet. Die gleiche Regelung gilt auch für Teleskopstapler. Generell gilt: Die Ausbildung am Stapler ist nicht Bestandteil des Bildungsplans, was zu einem obligatorischen «ÜK Stapleraus- bildung» führen würde, sondern freiwillig. Für die Lernenden des Berufes Motorgerätemechaniker sind keinerlei Ausnahmebewilligung vorgesehen. ■

Christoph Andenmatten

